

Questions orales

L'hon. Donald J. Johnston (président du Conseil du Trésor): Madame le Président, je ne suis pas certain que l'entrée en matière du très honorable député ait un lien avec la question qu'il a posée. Néanmoins, le budget principal des dépenses sera présenté au comité et le très honorable député aura tout le temps voulu pour interroger les ministres qui détiennent les portefeuilles en cause.

M. Clark: Madame le Président, je puis informer le ministre—qui devrait le savoir—que le coût global de ces trois déménagements dépassera 50 millions de dollars. Ce que je voudrais maintenant que le ministre me dise, c'est si le gouvernement du Canada envisage de déménager d'autres services de l'État dans des circonscriptions représentées par des ministres libéraux. Le cas échéant, pourrait-il dire à la Chambre quels sont les services qu'il entend ainsi déménager et ce que ce déménagement coûtera?

M. Johnston: Madame le Président, peut-être le très honorable député pourrait-il répondre également à sa question. Peut-être fait-il allusion au programme de décentralisation que l'ancien gouvernement libéral avait inauguré et que le présent gouvernement a confirmé, toutes les fois que cette décentralisation se justifie par un souci d'efficacité et une meilleure gestion des ressources gouvernementales.

M. Clark: Je veux parler, bien sûr, madame le Président, d'un programme de favoritisme libéral qui a jusqu'ici coûté 50 millions de dollars aux contribuables canadiens.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Je voudrais savoir du président de l'assiette au beurre, compte tenu du chômage élevé qui sévit au Canada, encore aggravé par les mises à pied récentes survenues à la société Sysco et le fort chômage qui frappe l'industrie de l'automobile, s'il assurera à la chambre que cette pratique de favoritisme manifeste dans les affaires de Parcs Canada, d'Eldorado Nucléaire et du changement d'emplacement des bureaux du ministère des Affaires des anciens combattants à Charlottetown, si donc cette pratique du parti libéral du Canada va prendre fin immédiatement et si l'on attachera plutôt la priorité à venir en aide aux sans travail de la Sysco et à ceux de l'industrie automobile et à travailler à mettre en œuvre les projets du MEER d'un bout à l'autre du pays?

M. Johnston: Madame le Président, en réponse à cette accusation de favoritisme, je ferai remarquer que l'une des décisions les plus importantes annoncées ces dernières semaines concerne le Vancouver Trade Centre. Ce n'est pas un libéral qui représente cette circonscription, que je sache.

Des voix: Bravo!

L'EMPLACEMENT DE LA NOUVELLE USINE D'ELDORADO
NUCLÉAIRE

L'hon. George Hees (Northumberland): Madame le Président, j'ai une question pour le premier ministre. Le district économique n° 52 de l'Ontario, la région du sud de la province où, jusqu'à tout dernièrement, on prévoyait construire une nouvelle usine de la Eldorado Nucléaire, a un taux de chômage de 10.5 p. 100, devancée à cet égard par Windsor uniquement, qui a un taux de 12.3 p. 100 et que le gouvernement fédéral a

grandement aidée en fin de semaine en accordant son aide financière à la société Chrysler.

● (1420)

Le premier ministre et son gouvernement reconsidéreraient-ils sérieusement la décision de ne pas construire cette usine dans une région où le taux de chômage est aussi élevé et qui a désespérément besoin des emplois que cette nouvelle usine aurait créés?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, le gouvernement est certes fort préoccupé par le taux de chômage dans la région de l'Ontario que représente le député. Je lui rappelle que le ministre de l'Énergie a évoqué les initiatives prises par les notables de cette région et a dit qu'il étudierait une collaboration éventuelle du gouvernement fédéral. Mais en toute justice, le député voudra bien admettre qu'il est logique de traiter les matières premières dans la région où elles sont produites, lorsque c'est possible, et que le nord de l'Ontario est une région qui a particulièrement besoin d'aide.

Des voix: Bravo!

M. Hees: Une question supplémentaire, madame le Président. De toute évidence, les arguments d'ordre économique que le premier ministre a avancés sont indéfendables, et il le sait parfaitement. Il est évident que les réponses données récemment à la question . . .

Mme le Président: A l'ordre. La question devrait être plus évidente.

Des voix: Oh, oh!

Une voix: Nous sommes d'accord, madame le Président.

Des voix: Bravo!

M. Hees: D'après la réponse que le premier ministre vient de nous donner, au chef de l'opposition et à moi-même, n'est-il pas évident que pour lui et son gouvernement, l'assiette au beurre l'emporte sur les gens?

M. Trudeau: Madame le Président, je ferai remarquer au député que mon raisonnement n'était pas uniquement d'ordre économique, mais qu'il se rapportait à la philosophie de mon gouvernement, qui consiste à favoriser l'expansion des régions moins développées. Le député sait que la plupart des gens du nord de l'Ontario estiment ne pas avoir obtenu autant de chances de se développer que ceux qui habitent dans l'axe Montréal-Toronto. C'est ce qui a motivé notre décision.

Des voix: Bravo!

M. Hees: Madame le Président, le premier ministre ne convient-il pas qu'il faut accorder à cette région, dont le taux de chômage est le deuxième en importance de l'Ontario, plus d'attention qu'à toute autre, sauf peut-être la région métropolitaine de Windsor?

M. Trudeau: Madame le Président, pour reprendre ce que j'ai dit dans ma première réponse, il est entendu que le gouvernement vise à aider les régions où le chômage est élevé, en ayant, par exemple, recours à des initiatives comme le programme Canada au travail qui a pour but de créer des emplois dans ces régions. Toutefois, à long terme, c'est-à-dire depuis une dizaine d'années, le gouvernement tente de favoriser l'expansion de ces régions à lente croissance.